

Les intellectuels juifs n'ont pas le choix :
à défaut de soutenir aveuglément Israël,
de pratiquer le culte de la Shoah,
de considérer les Arabo-musulmans comme
autant d'antisémites probables,
ils passeront pour des traîtres.

Comment devient-on un traître ?

PAR ESTHER BENBASSA

août 2006

Flavius Josèphe a longtemps représenté dans la mémoire juive le prototype du traître¹. Chef militaire et historien, il participe d'abord du côté juif à la révolte contre Rome commencée en 66. Assiégé, il « trahit » et se rend à Vespasien et c'est du camp romain qu'il assiste à la chute de Jérusalem et à la destruction du Temple en l'an 70. Il n'abjure ni sa foi, ni son Dieu. Et il reste fidèle à Rome. Sa « trahison » lui vaut l'oubli, prix élevé à payer pour un observateur et fin connaisseur de son époque comme lui, et pour les juifs aussi. Ses œuvres transmises en grec sont connues des chrétiens, mais restent lettre morte pour ses coreligionnaires pendant neuf siècles pour ne se frayer un chemin dans la culture juive que par leur adaptation en hébreu, apparue en Italie du Sud au X^e siècle.

Quand devient-on un traître ? Et pour qui est-on un traître ? La trahison relève davantage de la perception qu'ont les autres de votre action que d'une posture absolue qui se définirait par elle-même. Tout et rien peut entrer dans la catégorie trahison et cela dépend de l'angle de vision. Une parole non tenue, une amitié rompue, un engagement reporté, rien de tout cela n'est étranger à la trahison. Certaines conjonctures sont plus favorables que d'autres aux accusations de trahison. Dans le grave, l'inhabituel, le rare, elles s'invitent avec plus d'aisance.

Les juifs qui quittaient l'Espagne pour ne pas trahir la religion de leurs ancêtres étaient-ils meilleurs que ceux qui se convertissaient au christianisme pour ne pas quitter leur pays, leur langue, leur métier, leur statut ? Qui décide de ce qui relève de la trahison ou pas ? L'histoire qui, au nom de l'objectivité, situe dans le bon ou le mauvais camp ceux qui, par leur analyse du moment et de ses urgences, prennent des décisions appropriées à leur cas et à leur état d'esprit ? L'impossibilité d'imaginer une situation dans le passé, en raison du temps et de l'espace qui nous rendent imperméables aux réalités de l'époque, laisse à la mémoire, puis à l'histoire, de juger qui était dans le « bien » et qui n'y était pas.

Chaque moment de crise a vu des groupes de juifs en combattre d'autres. Peut-on oublier l'épisode sabbatéen qui a failli faire chanceler l'autorité rabbinique en diaspora au XVII^e siècle et plus tard ? Sabbataï Sevi, passé à la postérité comme « faux » messie, déstabilise le judaïsme oriental et occidental, provoquant un véritable cataclysme religieux, avec sa cohorte de conversions à l'islam et au christianisme. Les perdants sont inévitablement condamnés par la postérité pour avoir été du mauvais côté. Comment ne pas penser non plus aux luttes qu'eurent à livrer les *hassidim*, ce mouvement mystique de masse qui provoque une vraie levée de bouclier au sein de l'establishment rabbinique au XVIII^e siècle ? Et que dire des *mitnagdim*, leurs opposants, qui les dénoncent aux autorités russes comme des hérétiques indésirables ?



À l'ère de la modernité, les juifs qui souhaitent quitter les ghettos pour s'émanciper sont combattus par les tenants de la tradition. Les adeptes du mouvement des Lumières juives seront les premiers visés dans cet affrontement entre frères. Pendant la Première Guerre mondiale, les Juifs allemands qui tiraient sans le savoir sur leurs coreligionnaires français étaient-ils des traîtres qui s'ignoraient ? Quant à la Seconde Guerre mondiale, on peine toujours, tant sa mémoire est encore vivace, à savoir si les membres des conseils juifs étaient des traîtres ou seulement les instruments d'une situation et d'un ordre qui ne laissaient pas de place au choix.

Israël, la diaspora, le génocide...

La fondation d'Israël constitue un tournant dans l'histoire des juifs et ce depuis la destruction du Second Temple. D'un côté, cet État des juifs, et de l'autre, ceux qui restent en diaspora malgré les aspirations des promoteurs du sionisme qui comptaient les réunir tous sur cette terre, et qui n'y ont pas réussi. Entre l'enthousiasme et le sentiment de « sécurité » que le projet puis sa réalisation éveillent chez la plupart des juifs du monde entier et leur émigration effective dans ce pays, l'écart persiste. Quand on aime Israël et qu'on le soutient, on n'en aime pas moins le pays où l'on continue à habiter, sa langue, sa culture, son climat ou tout simplement les conditions favorables de vie quotidienne qu'il vous procure.

Le mouvement sioniste, dont la naissance coïncide avec un foisonnement de nationalismes en Europe à la même période, consolide auprès de ses adeptes une identité juive en train de se dissoudre dans la modernité. Il marque en même temps la prise en main de leur propre destin par une poignée de juifs devant la faillite de cette même Europe à les défendre face aux pogromes qui s'abattent sur eux en Russie et face à toutes les mesures restrictives qui les empêchent de trouver leur place dans des sociétés où ils vivent depuis fort longtemps. C'est la mythologie de l'après-guerre qui créera un lien indissoluble entre l'extermination des juifs pendant le second conflit mondial et la fondation de l'État, faisant ainsi fi de la réalité d'un mouvement plus ancien, le sionisme, qui prépara cette naissance dès la fin du XIX^e siècle.

Israël se devait d'oublier son histoire, son archéologie diasporique, pour créer le « nouveau juif », l'Hébreu des temps modernes, l'Israélien. La « négation de l'exil », qui, en un sens, est bien une « trahison » de la condition juive multiséculaire, domine les mentalités israéliennes pendant quelques décennies, puis finit par céder au pragmatisme. Israël existe aussi grâce à l'appui de la diaspora et de son influence, comme les juifs de diaspora existent de plus en plus par leur lien à Israël. Un échange de bons procédés étayé du côté diaspora par l'affect et de l'autre par des intérêts essentiels, la diaspora étant le meilleur relais international des grandes lignes politiques d'Israël et de ses aspirations. De surcroît, les juifs de diaspora,

« traîtres » à la cause sioniste, culpabilisent de ne pas être partis là-bas et compensent par leur soutien moral et surtout financier. Pour les Israéliens, un mariage de raison qui ne fait que se renforcer après la guerre des Six-Jours, en 1967, et l'occupation des Territoires palestiniens. Et pour la diaspora, une foule de rêves projetés sur un peuple et un pays, rêves qui correspondent rarement à la réalité d'un État en guerre depuis sa fondation et aux conditions de vie fort rudes.

La création d'Israël, survenue après le génocide, lui octroyait, en raison des souffrances et de l'extermination subies par les juifs européens, une intouchabilité relevant quasiment du sacré. Pouvait-on toutefois ignorer qu'il était né sur une terre habitée par un autre peuple ? Terre biblique, donc mythique, pour les juifs, et terre ancestrale et possédée, pour les Palestiniens. L'occupation de la Cisjordanie et de Gaza, après 1967, fut une sorte de répétition de l'histoire vécue par les Palestiniens en 1948. Les Israéliens eux aussi rejouaient la scène primitive. Si Israël allait être perçu et vécu comme une terre pour les juifs après leur génocide, on commencera, en 1967, à invoquer le spectre d'Auschwitz pour justifier les nouvelles frontières. Discours martelé continûment ensuite par les dirigeants du Likoud, parti de droite arrivé au pouvoir en 1977.

C'est à la même période que la mémoire du génocide émerge en Occident parmi les juifs en général et que sa verbalisation incessante retisse progressivement les identités, surtout celle des juifs séculiers, avant de se transformer en un véritable enjeu politique aussi bien en Israël qu'en diaspora. Ceci n'a certes rien à voir avec la douleur vécue par les survivants et leur deuil légitime. De même, il est clair que le souhait de ces derniers de transmettre cette mémoire et d'y sensibiliser toutes les strates de la société pour les rendre vigilantes face à la menace de nouvelles atrocités comparables ne relevait pas *a priori* de calculs politiques. Il convient néanmoins de faire nettement le partage entre les mémoires blessées d'une part et les stratégies conjoncturelles de leur instrumentalisation d'autre part. Et il est utile aussi de noter leur convergence à certains moments.

« La Shoah comme religion »

Le 11 septembre 2000, je publiai dans *Libération* un article intitulé « La Shoah comme religion ». Cette question est débattue sans tabous dans les milieux universitaires américains et israéliens. Depuis quelques décennies, on assiste à la transformation de la Shoah en un culte sacré avec ses cérémonies, ses monuments, ses grandes dates, ses temples que sont les musées qui lui sont dédiés, sans oublier ses grands prêtres. J'avais eu de surcroît l'imprudence d'évoquer la question de l'unicité de la Shoah, avançant qu'aucun génocide n'est unique puisque notre siècle en a connu un certain nombre avant celui-ci et aussi après, et puisque tout ce qui est humain n'est pas unique et peut se répéter. Cette approche aussi bénéficie d'un

large consensus dans le monde scientifique, à quelques exceptions près. Elle ne met pas en doute la singularité de chaque génocide, liée à son contexte historique et aux modalités de son déroulement. Toutefois, la finalité reste dans chaque cas l'extermination d'un groupe bien défini selon des critères « rationalisés » par ceux qui la programment.

Quelle ne fut ma surprise de me trouver exposée à un tir groupé lancé par les relais journalistiques des grands prêtres de la Shoah ! Les reproches ne venaient pas des survivants, ni de leurs associations. En décrivant cette sacralisation, j'avais touché à l'intouchable. Seuls les gardiens du temple et leurs porte-parole détenaient le pouvoir légitime de le faire. Dans un pays comme la France, où il n'existe pas de nette division entre le travail des scientifiques, celui des amateurs et celui des journalistes, tout le monde est habilité à exposer ce qu'il tient pour la « vérité » et à le poser comme immuable dans les médias. Oser secouer la doxa dominante relève de la profanation.

En l'occurrence, mon geste était impardonnable d'abord politiquement. En effet, montrer l'évolution suivie par la mémoire de la Shoah revient aussi à dire que celle-ci n'échappe pas à la manipulation et qu'elle contribue à étoffer l'identité des juifs sécularisés, réduite de plus en plus à une peau de chagrin. Par ailleurs, mettre la Shoah en perspective avec d'autres génocides l'historicise dans la durée, tout en l'humanisant. L'idée même est considérée par les « porte-parole » officiels de la mémoire (qui se sont eux-mêmes décrétés tels) comme une espèce de mise en compétition avec d'autres génocides, chose impensable en raison de l'unicité de l'événement, aussi unique qu'ineffable. Mais qui dit ineffable ne dit-il pas intransmissible ? Si on suit le raisonnement jusqu'à son terme, on aboutit en fait à l'effet contraire de ce qui est espéré par tous ceux qui déploient des efforts incalculables pour empêcher l'oubli.

Parallèlement, les institutions communautaires juives en général, et juives françaises en particulier, connues pour leur légitimité à l'endroit d'Israël, quel que soit le régime en place, accompagnaient de longue date la politisation de la Shoah à laquelle s'était attelé le Likoud depuis son accession au pouvoir. La sacralité de la Shoah et l'indépassable victimité juive qui en découle rendaient *a priori* illégitime toute critique d'un État d'Israël érigé en symbole. Ceux qui s'adonnaient à pareille critique transgressaient un tabou et devaient en principe s'attendre à en subir les retombées, sauf dans les milieux universitaires restant en marge de la vie de la cité, comme c'est ordinairement le cas ailleurs qu'en France, aux États-Unis notamment. Utile sacralité, plaçant à l'abri l'État d'Israël, quoi qu'il fasse subir aux Palestiniens.

Certes, ce dispositif ne fonctionnait pas toujours à la perfection. Du moins visait-il à parer aux éventualités lourdes de critiques à l'encontre d'Israël. Tout le monde

devenait plier sous la tyrannie de la mémoire de la Shoah et de l'amour indéfectible et absolu d'Israël. Gare à celui qui n'était pas dans la ligne. Il pouvait à tout instant être traité d'antisémite, surtout lorsqu'il n'était pas juif, accusation insupportable en ces temps de repentir. D'un même mouvement, en cédant aux oukases de cette mémoire, l'Occident se purifiait de tous ses crimes, y compris de celui qu'il avait commis à l'endroit des juifs. Quant à préconiser, pour ces derniers un oubli relatif pour vivre, et la transmission d'une judéité positive, l'idée en était quasiment impensable.

Pendant des décennies, les différentes organisations juives et leurs organes avaient substitué à la diffusion de la culture juive, tâche ardue, celle de la mémoire du génocide, susceptible de garder la cohésion du groupe. Les juifs d'Afrique du Nord venus après l'indépendance des États du Maghreb avaient besoin d'être reconnus par leurs frères ashkénazes qui les regardaient avec condescendance, et cette reconnaissance passerait progressivement par le partage parfois zélé de cette mémoire servant désormais d'héritage commun à ceux qui avaient subi frontalement les années noires et aux autres, qui y avaient échappé à temps en raison de la libération précoce de la région. Les juifs d'origine nord-africaine, issus d'un judaïsme traditionnel, avec la disparition progressive des anciens et un déclin de la pratique, ressentaient eux aussi le besoin de cette identité commune de souffrance.

J'avais ainsi avec mon article mis le doigt sur des points fort sensibles, la suite n'allait pas tarder à justifier mes peurs. Peu étaient dupes sur ces questions, mais l'essentiel était que tout cela reste dans l'enceinte communautaire et ne soit pas divulgué par une juive au grand jour. Voilà le problème auquel je n'avais pas songé. Si j'avais écrit ce texte, c'était pour attirer l'attention sur ce devoir de mémoire omniprésent qui occultait l'universalisme juif et sa dynamique culturelle, et qui risquait d'éloigner les générations à venir d'un judaïsme défini par tout ce qui lui avait enlevé sa vitalité et non par le futur qu'elles étaient susceptibles de bâtir en prenant leurs distances avec le passé. J'appelais à la responsabilité envers les autres plutôt qu'à ce devoir de mémoire qui enferme au lieu d'ouvrir.

Quelques années plus tard, lors des commémorations du 60^e anniversaire de la libération du camp d'Auschwitz, en 2005, Simone Veil, présidente de la Fondation pour la mémoire de la Shoah, revisiterait elle-même à son tour le devoir de mémoire au profit d'un devoir de *responsabilité*. Mais nous n'en étions pas encore là ! Le livre de Norman Finkelstein, *L'Industrie de l'Holocauste* (La Fabrique, 2001), certes excessif et marqué de forts biais personnels et idéologiques, avait été parfois sévèrement critiqué aux États-Unis. Sans plus. En revanche, en France, l'auteur, son éditeur et le journaliste de *Libération* Antoine de Gaudemar qui en avait rendu compte allaient être traînés en justice par Gilles William Goldnadel. Avocat d'affaires, à la tête d'une association dénommée « Avocats sans frontières »,

ce personnage s'est distingué par les procès en chaîne qu'il a intentés à ceux qu'il accuse d'antisémitisme en raison des critiques qu'ils émettent à l'endroit de la politique israélienne. Ses cibles préférées sont en général des journalistes, qu'il compte ainsi réduire au silence en faisant constamment planer cette menace sur leur tête. Il finit certes par perdre tous ses procès, mais cela ne l'empêche pas d'en intenter de nouveaux. L'important, à ses yeux, est de faire régner la peur et de fatiguer les esprits libres.

C'est le même homme, lié en son temps aux milieux d'extrême-droite, président de l'association France-Israël, fortement impliqué dans la propagande pro-israélienne, qui publie en novembre 2001 *Le Nouveau bréviaire de la haine* (Ramsay), comme par hasard en début de campagne présidentielle française, une campagne focalisée sur les questions de sécurité, étroitement associées à la lutte contre l'antisémitisme, au lendemain du 11 septembre, et en pleine Intifada, alors qu'Israël est au plus bas dans l'opinion publique et dans les médias. L'ouvrage en soi ne présente guère d'intérêt sinon d'enraciner la peur dans l'esprit des juifs. D'autres livres d'une inspiration similaire s'installeront par la suite progressivement dans les vitrines des librairies.

« Les Juifs ont-ils un avenir ? »

Juste quelques jours après le 11 septembre 2001, paraissait également notre livre, écrit avec Jean-Christophe Attias, et intitulé *Les Juifs ont-ils un avenir ?* (Lattès)². Notre malheur avait été de l'avoir achevé juste avant les actes terroristes qui frappent les États-Unis en plein cœur. Par la suite, la lutte contre le terrorisme et « l'axe du mal », placée au centre de la politique américaine et occidentale, contribuerait à installer la confusion entre musulman, antisémite, islamiste, terroriste, Palestinien. L'amalgame se fige assez rapidement au gré de l'émotion de l'opinion, à juste titre forte, et de la frayeur qui s'empare de l'Occident fragilisé, les États-Unis, première puissance mondiale, ayant été touchés dans tout ce qui constituait leur mythologie. N'oublions pas que nous étions alors en pleine deuxième Intifada et que les rapprochements entre le terrorisme palestinien et le terrorisme qui avait tué des milliers d'innocents et balayé en quelques minutes la confiance en soi des États-Unis se faisaient naturellement.

La semaine de sa sortie, notre livre était commenté dans *Le Point* par des intellectuels... qui ne l'avaient pas lu faute de l'avoir eu à temps entre les mains ! Il nous fut reproché de minimiser l'antisémitisme venant des milieux arabo-musulmans en France. Peut-être l'avions-nous en effet sous-estimé. Reste que le couple antisémitisme/sécurité, leitmotiv des élections en vue, partait, les circonstances aidant, sur les chapeaux de roue. Et parmi nos critiques virulents, se trouvaient le futur apôtre de la « nouvelle judéophobie », Pierre-André Taguieff, et Bernard-Henri

Lévy qui, en une sorte de procès stalinien, s'intéressant peu au fond, mettait en doute nos qualités de scientifiques ! Soit dit en passant, c'est le même B.-H. Lévy qui avait accepté, en insistant beaucoup, quelques mois plus tôt, de faire paraître chez Grasset mon projet de livre sur « La Shoah comme religion » que, pour des raisons personnelles, j'avais finalement décidé de ne pas lui donner...

Ceux qui avaient attaqué mon article sur la Shoah un an auparavant se trouvaient en première ligne pour attaquer notre livre, somme toute d'une grande pondération, mais qui posait encore une fois des questions sensibles. Suivit une émission de télévision, avec les gardiens de la mémoire de la Shoah, Klarsfeld père et fils, et Claude Lanzmann. J'avais toujours respecté leur travail, celui des deux aînés tout au moins, mais pas ce qu'ils représentaient désormais. Mon premier tort fut alors d'accepter de prendre place, sur le plateau, à côté d'un Palestinien. Je ne sais toujours pas comment j'aurais pu le refuser et au nom de quoi. En fait, seulement quelques pages avaient été consacrées à la Shoah dans cet ouvrage, mais on n'allait disserter que sur elles, tant les juifs sont identifiés au génocide, ce qu'ils ont été avant ou ce qu'ils seront dans l'avenir n'intéressant pas grand monde, y compris peut-être les juifs eux-mêmes. En quelques minutes, j'étais devenue l'ennemie du peuple juif, puisque je parlais ainsi de la Shoah et me trouvais assise à côté d'un Palestinien. Les associations d'idées ne tarderaient pas à se faire. Ni Jean-Christophe Attias ni moi-même, chercheurs travaillant jusque-là dans une relative discrétion, n'étions habitués aux feux de la rampe. Nous étions pris dans un piège.

À la télévision se profilait ce qui allait se donner libre cours au sein de la société. Les institutions juives confondraient lutte contre l'antisémitisme et défense d'Israël dans l'environnement politique nouveau qui s'y prêtait. Le judaïsme français, baignant dans la culture de la mémoire de la Shoah depuis des années, tomberait rapidement dans les rets de la peur de l'antisémitisme. Un antisémitisme dont souffraient certes quelques franges de la population juive, installées dans les banlieues, pâtissant du climat de violence généralisé qui y régnait au quotidien. Si l'antisémitisme est exécration, le racisme (anti-arabe, anti-musulman, anti-noir), pour ceux qui le subissent sans répit au jour le jour, l'est tout autant. Le second n'excuse nullement le premier, mais il devrait être combattu avec au moins autant de vigueur. Alors, cependant, il n'entrait pas dans l'agenda sécuritaire des politiques.

Après le 11 septembre 2001, il n'était pas politiquement correct de parler du racisme visant les Arabo-musulmans. Et comme les politiciens fantasment sur le pouvoir juif et les voix juives (en fait, il y a quelque 530 000 juifs en France), il leur parut plus prudent d'inclure la lutte contre l'antisémitisme dans le grand thème électoral du moment. C'est dans les mêmes circonstances, d'ailleurs, que la droitisation du groupe juif en France commence à prendre forme. À la gauche,

sous Jospin, il est reproché d'avoir manqué de vigilance. Et nous, le lendemain de l'émission, nous étions agressés verbalement dans la rue par certains de nos « frères » juifs. La situation prenant un tour pénible, nous avons finalement décidé de gagner Budapest pour échapper dans un centre de recherche, au moins pendant quelques mois, à une agitation dont nous commençons juste à comprendre les tenants et les aboutissants.

Il y avait urgence, aux yeux de nos détracteurs, à mettre au pas les récalcitrants, surtout qu'ils étaient juifs et détenaient, à l'École Pratique des Hautes Études, les chaires historiques d'étude du judaïsme. La solidarité était de mise, fini l'universalisme. On préférait l'intellectuel juif organique, attaché tribalement à son groupe. Et s'il résistait, on faisait de son mieux pour le ramener sur la bonne voie à coup d'anathèmes et d'intimidations diverses. Les relais dans la presse parachevaient le travail. Et la rue juive en émoi, travaillée par ses propres craintes, se cherchait des boucs émissaires sur qui se défouler.

C'est dans ces moments-là, fort heureusement, qu'on rencontre des journalistes et des éditeurs courageux, des intellectuels dignes de ce nom. Et l'on se dit que si le débat a largement disparu en France, il reste encore des espaces de parole libre jalousement défendus, mais non sans difficulté, par des hommes et des femmes de gauche ou de droite sans distinction. Mais dans le même temps, c'est la plongée dans une immense solitude. Vous êtes traître pour les juifs et suspect pour les autres, qui redoutent de sortir par mégarde de la ligne convenue et admise. Vous portez désormais des étiquettes, mais pas les bonnes. Et là, vous commencez à douter de vous, de votre réflexion. Moment crucial où l'on peut se trahir soi-même. Des personnages plus ou moins étranges, plus ou moins recommandables, vous contactent pour vous manifester leur appui, en général pas toujours pour les bons motifs. Vous risquez de céder à l'appel de suspectes sirènes.

Le danger est aussi de constituer un cénacle de victimes de tous bords. Cette tentation du cocooning marginal guette quiconque résiste aux courants « officiels ». Or le propre de l'intellectuel n'est-il pas le vagabondage, le dépassement des intérêts de clans, bref la liberté de non-appartenance ? Simple utopie, probablement, en des temps de marasme... De surcroît, je n'ai pas une âme de victime et je ne me suis jamais sentie persécutée, seulement prise dans un étau. J'ai résisté à ma manière, non sans faiblesses. Issue d'une famille sépharade qui tenait plus qu'à tout autre chose à sa dignité et à son honneur, j'ai su cacher mon désarroi pour mieux comprendre et maîtriser la situation. Telle une anti-Pénélope, je refaisais la nuit ce que d'autres avaient défait le jour. Lettres non signées ornées de dessins sexuels arrivant périodiquement à mon lieu de travail, coups de fil anonymes et insultants, courriels menaçants, lettres de dénigrement expédiées aux institutions où j'étais invitée en France ou à l'étranger...

Heureusement que nos charges universitaires ne dépendaient pas de la communauté, mais de l'État ! Si tel n'avait pas été le cas, nous serions depuis longtemps en mauvaise posture. C'est là aussi que se mesure l'importance d'un véritable acquis : celui de pouvoir échapper à sa communauté par la citoyenneté, celui de n'être membre d'une communauté que par l'effet d'un choix personnel, toujours révocable. Nos collègues à l'Université sont restés en dehors de cette bagarre communautaire, et c'est à porter à leur crédit. Peut-être avaient-ils du mal à la comprendre. Quoi qu'il en soit, leur indifférence nous a servi de réconfort.

Être partout et nulle part

J'avais donc été mise hors de la communauté. Moi qui n'avais jamais été vraiment « dedans ». L'ambiguïté du dedans-dehors m'a toujours convenu, en raison de la distanciation et de la liberté que ce statut octroie. Mais cette « expulsion » symbolique à laquelle j'avais été confrontée portait une signification bien plus forte. Je me rappelai l'excommunication que pratiquaient autrefois les instances communautaires lorsque les juifs n'avaient pas encore la possibilité de vivre à l'extérieur, et ce jusqu'à l'Émancipation. Cette punition gravissime était rarement prononcée, il s'agissait en fait d'une menace incitant le groupe à obéir à des règles collectivement admises et assurant sa cohésion, alors même que ces règles en réalité n'avaient pas force de loi. Je me suis sentie moi aussi « excommuniée », non sans un sentiment abstrait de « trahison ». J'avais moi aussi refusé d'honorer le consensus auquel obéissaient ici et là les membres d'un groupe aussi dispersé que divers, et ses relais qui le suivaient dans une sorte de solidarité identitaire.

Le traître, sait-il toujours pourquoi il l'est devenu ? En tout cas, ses retombées lui font comprendre la portée de sa trahison. Alors même qu'à l'étranger, et particulièrement aux États-Unis, mes ouvrages, traduits en anglais, font désormais partie des lectures recommandées dans tous les parcours de *Jewish Studies*, à Paris, les étudiants d'origine juive venaient de moins en moins nombreux faire un doctorat avec une renégate comme moi. Ceci dit, ce fut une vraie chance, parce qu'ils commencèrent à être remplacés par de vrais professionnels de la recherche, s'étant frottés aux concours de recrutement de l'enseignement secondaire, et travaillant sur les sujets juifs avec une distanciation et une équanimité surprenantes. Pour eux, il s'agissait d'un sujet comme un autre et ils le traitaient avec le plus grand intérêt mais sans états d'âme, comme ils l'auraient fait en étudiant les Cathares ou les Mayas. L'histoire des juifs se voyait d'un coup universalisée, ce qui n'était pas pour me déplaire. Quant à mes auditeurs libres (c'est une ancienne tradition de l'EPHE que de les admettre nombreux), ceux d'origine juive continuaient à discuter chaque mot, à donner leur point de vue sur tout, puisque lorsqu'on naît



juif, on connaît d'avance toute l'histoire des juifs, y compris celle du Moyen Âge, et on sait exactement quoi en penser...

Il devenait aussi plus prudent de renoncer à faire des interventions dans les centres juifs où mes auditeurs réécrivaient allègrement l'histoire en adéquation avec les circonstances du moment, à leur gré. Oser ne serait-ce que présenter un fait historique avéré vous

valait insultes et récriminations. Par exemple, ne pas dire que les Arabes avaient expulsé les juifs du Maghreb à l'heure des indépendances, expliquer simplement que les juifs avaient été obligés de quitter ces jeunes États parce qu'ils n'avaient pas été nombreux à participer aux mouvements nationaux qui leur avaient donné naissance (aussi n'y étaient-ils pas toujours les bienvenus comme juifs), qu'ils avaient été du côté des colons pour des raisons historiques précises, ayant toujours attendu des forces coloniales l'amélioration de leur sort, que la fondation de l'État d'Israël avait envenimé les relations localement, etc. – voilà qui était inaudible. Précédaient ou suivaient des articles offensants dans la presse juive locale, des émissions de radio calomnieuses.

Une sorte de force me poussait vers les marges et je n'avais pas envie de ces marges. Je n'ai jamais eu de goût pour les groupuscules. Dans ma jeunesse, j'ai été, très brièvement – si mon souvenir est bon, moins d'un an – trotskyste. Je n'adhérais pas aux discours sectaires, à cette division du monde entre «eux» et «nous». Et puis je savais inconsciemment que si mes «camarades» réussissaient à changer le monde, ce monde nouveau serait sans doute encore pire que l'ancien. Dans ma Turquie natale, j'avais grandi dans un univers multilingue et multiculturel, où on ne s'aimait pas forcément les uns les autres, mais où on essayait tout de même de faire comme si. Je côtoyais ces différences, ces langues avec naturel parce que c'était ainsi. Je connaissais aussi bien l'islam que le christianisme, sans compter le judaïsme pratiqué sans trop de contraintes. À force de circuler dans ces cercles multiples, je ne crois pas avoir eu une vocation à l'enfermement. Être partout et nulle part est devenu pour moi une sorte de mode de vie où la question du choix ne se pose même plus.

Mon «excommunication» me libéra d'un judaïsme qui aurait pu m'étouffer, me barricader contre l'Autre sous l'effet des événements et du lavage de cerveaux qui emportèrent par la suite dans leur tourbillon nombre de juifs, y compris les plus ouverts. J'ai grandi en Israël où je suis partie à l'âge de quinze ans, la plus grande partie de ma famille y demeure. J'y ai fait aussi une bonne partie de mes études. C'est là que j'ai appris à devenir une juive sans complexe. En Turquie, nous étions malgré tout restés des *dhimmis*, ces anciens «protégés», sujets de second rang,



dans une version modernisée. Nous n'étalions pas notre judéité au grand jour. Nos prénoms et nos noms la trahissaient suffisamment. Nous étions des juifs, mais pas trop juifs en public, et ceci de peur de nous attirer des ennuis. On craignait toujours le pire, même lorsqu'il n'y avait pas de raison valable pour cela. J'avais été élevée aussi avec l'idée qu'il fallait connaître plein de langues pour bâtir un jour son avenir ailleurs. Ce qui fait que je ne connais aucune langue très bien, mais suffisamment plusieurs...

En Israël, je n'avais rien à cacher. Je trouvais les Israéliens bien différents de moi. Moi j'étais juive, et eux Israéliens. Nous ne partageons pas les mêmes mœurs, ni la même culture. J'appris lentement à dépasser cet exil aussi. Si je n'ai pas su devenir israélienne, je n'en devins pas moins une juive « légère ». Je me demande parfois si n'est pas cela être israélien. Certains de mes amis intellectuels en Israël critiquent la politique du pays, soutiennent les Palestiniens, émettent des avis hautement subversifs dans les médias en *prime time*. Et ils ne sont pas pour autant ostracisés. La liberté d'expression est là-bas bien plus développée qu'en France au sein de la communauté juive, qui épie chaque mot prononcé et vous diabolise au moins écart. Je vais souvent en Israël et mes attaches familiales et professionnelles y sont nombreuses. Je n'y ai jamais ressenti un blocage pour soutenir la cause palestinienne, malgré des discussions parfois animées. Je m'assume sans aucune hésitation comme juive et viscéralement proche d'Israël, que je ne considère pas pour autant comme la dernière bouée de sauvetage.

C'est en France que j'ai découvert qu'on n'avait pas, en tant que juive, le droit de critiquer Israël, mais le devoir de le soutenir en toute circonstance y compris dans l'erreur et l'inhumanité. Les souffrances subies pendant des siècles, le génocide même ne nous avaient pas rendus plus sensibles à la souffrance des autres. Israël était un pays comme un autre, même s'il avait été fondé par des gens qui avaient souffert. La souffrance ne rend pas meilleur. Il y a pire : la posture de victime absolue et la supériorité décrétée de la souffrance juive immunisent contre la compassion. La souffrance des Palestiniens est indétachable de l'existence d'Israël. Pays des souffrances de deux peuples qui n'arrivent pas à les concilier dans un partage équitable. Le dos tourné pour le moment, peut-être côte à côte plus tard, je l'espère tout au moins.

Insiders et outsiders

Tandis que la question de l'antisémitisme devenait cruciale en France, la défense de tout ce que faisait Israël coulait de source. Si certains instrumentalisaient l'antisémitisme pour mieux protéger l'image d'Israël qui se dégradait dans l'opinion publique, les masses juives craignaient le pire. Au lieu de raisonner ces craintes en cherchant les moyens d'établir un vivre-ensemble raisonnable, ceux qui avaient

intérêt à les attiser s'y adonnaient par maintes déclarations, performances audiovisuelles alarmistes et évidemment en étouffant toute parole d'appel au calme et au rapprochement. Entre-temps, le repli communautaire faisait son chemin. L'antisémitisme soudait un groupe longtemps dispersé dans les combats universalistes. Parallèlement, toutes les frayeurs du passé remontaient, certains s'en servaient pour faire leur propre promotion et d'autres tyrannisaient ceux qui prétendaient aller à contre-courant. Journalistes et politiques suivaient de crainte d'être traités d'antisémites. La rue juive se radicalisait et finirait par pousser le leadership lui-même dans ses derniers retranchements.

Le zèle était au plus haut. Il allait certes connaître des déboires avec la simulation d'agression antisémite par une jeune femme dans le RER et l'incendie du centre social sépharade de la rue Popincourt, incendie provoqué par un juif, et qu'on avait attribué au début à des Arabo-musulmans. Mais il y avait une sorte de convergence entre la politique américaine de Bush contre l'« axe du mal » dont le fleuron fut l'occupation de l'Irak, le contentieux anti-arabe hérité de la décolonisation chez les Français de souche, le racisme banal, et la ligne politique du leadership communautaire juif qui, répondant aux incitations israéliennes à l'émigration des juifs français, tâchait de profiter de l'antisémitisme émergeant pour la provoquer. Même si l'on peut contester la manière dont on a pu manipuler le phénomène ou en exagérer l'ampleur, il serait tout à fait déplacé d'ignorer l'identification des Arabo-musulmans aux Palestiniens, leur ressentiment fort à l'endroit des juifs qui ont « mieux réussi » qu'eux en tant que minorité, et son expression sous forme d'antisémitisme banalisé et d'incivilités au quotidien. Les Arabo-musulmans d'abord, les Noirs issus de l'immigration ensuite, en raison des discriminations sociales et économiques auxquelles ils sont confrontés, se considèrent comme des *outsiders*. Leur quasi absence de représentation dans les grands corps de l'État et en politique renforce ce sentiment.

Ils tiennent les juifs pour des *insiders*, proches du pouvoir, comme d'ailleurs le clament les instances dirigeantes de la communauté qui se qualifient de « sentinelles de la République ». La forte tension des *outsiders* avec le pouvoir central touche d'abord les plus proches de ce pouvoir, mais aussi malgré tout les plus faibles parce que minoritaires, les juifs. Il en fut ainsi dans le passé jusqu'à leur Émancipation. Leur fameuse alliance royale avec les souverains ou seigneurs (qui pouvaient s'en défaire à tout instant), tout en protégeant les juifs, les mettait aussi au premier rang des plus vulnérables lors d'une vacance de pouvoir, d'une rébellion contre le centre, de la montée de nouvelles forces hostiles à ceux avec qui cette alliance royale avait été passée.

C'est dans ce contexte de tension que je compris que la Shoah et la fondation d'Israël avaient lentement érodé la dimension universaliste de l'intellectuel juif.





En fait, traître était désormais celui qui ne baissait pas la tête devant le diktat communautariste et qui dénonçait ce qui faisait mal. Tous les moyens, pour vous faire plier, y compris en dehors de la communauté, étaient utilisés. Les relais extérieurs se chargeaient, volontairement, sans y être expressément incités, de vous faire barrage en refusant parfois (rarement) de faire paraître vos articles, en ne rendant pas compte de vos livres, en ne vous invitant pas à telle ou telle émission... De petites mesquineries au quotidien parfois gênantes pour celui ou celle qui n'existe que par la diffusion de ses connaissances ou de sa pensée, et même si tout cela reste néanmoins dans l'ordre du supportable.

Progressivement, les sites internet juifs d'extrême-droite, dont la prose en ferait frémir plus d'un s'ils n'étaient pas juifs, contribuaient à leur tour à faire et à défaire les réputations et à affubler tel ou tel de l'infamante dénomination d'antisémite. Comment ne pas comprendre les sueurs froides de celui qui se demande avec anxiété quand viendra son tour de la porter ?

Tous ceux qui redoutent les juifs, les aiment-ils ? Voilà une question essentielle que l'on fait l'économie de se poser. Or ceux qui déversent leur venin aujourd'hui en confondant islam, islamisme, fondamentalisme et terrorisme, peuvent demain le faire contre les juifs, comme cela fut le cas dès le XIX^e siècle, quand, en période de crise, dans une France en pleine mutation, on s'en prenait aux juifs.

Parallèlement à cette première cohorte, se forme en 2003-2004, autour de l'affaire du foulard, celle des « laïcistes » qui, tout en n'usant pas de la même rhétorique, prédisent le pire pour la République à cause d'environ 1 500 jeunes filles voilées. Tout cela aurait pu se régler avec plus de sérénité, sans recours à la loi, mais n'oublions pas que la laïcité est la dernière valeur rassembleuse en France. Les points de rencontre entre ces deux courants étaient nombreux. Nous assistions à une nouvelle « trahison des clercs », trahison que Julien Benda³ a bien décrite pour les années 1920, dans une France en crise d'identité, face à une Europe élargie et à la mondialisation qu'elle affronte avec un modèle social en perte de vitesse, un chômage endémique, des banlieues qu'elle ne maîtrise pas, un rayonnement en nette décroissance. Et ceci au nom d'un nationalisme hybride, dont les objets du rejet étaient désormais l'Arabo-musulman et le Noir.

Tenir bon, malgré tout ?

Si la cause palestinienne s'est transformée en nouvelle idéologie pour certains, il y a aussi ceux qui la servent d'abord dans un souci de simple justice et pour remplir leur rôle d'intellectuels et de professionnels des médias comme il se doit. L'attirance pour la réaction reste forte parce qu'elle assure la paix à celui qui s'y résout, et craint, parfois, de perdre son gagne-pain s'il ose y résister. En ces temps de morosité, la subversion est moins que jamais en odeur de sainteté.



Toutefois, l'abdication est loin d'être massive. Notre pays conservateur favorise ce genre de retranchements et l'histoire l'a prouvé à maintes reprises, mais il est aussi le pays des droits de l'homme, des combats pour la liberté, dont les traces ne sont pas totalement effacées.

Les intellectuels aiment les ors de la République, les petits honneurs, et bien sûr les grands. La fragilité même de leur statut fait qu'ils peuvent aisément aller d'un bord à l'autre et parfois d'un extrême à l'autre. Aucun n'est à l'abri, moi pas plus qu'un autre. On peut se réjouir et en même temps regretter que le pouvoir des intellectuels soit réduit à peu de chose à l'ère de la mondialisation, du libéralisme économique et de l'internet. En France, dans un périmètre bien limité qu'est Paris, leur parole est parfois encore entendue parce qu'ils jouissent des restes de leur aura d'antan, sans qu'elle ait toutefois le même impact. La force des cercles qui fonctionnent par affinités électives, ou plus prosaïquement par affinités de cliques, pèse toujours dans la capitale. En province, en revanche, les préoccupations sont à mille lieues des guerres microcholines de la capitale.

Ma grande chance est d'être juive, ce qui m'épargne le qualificatif d'antisémite. Je suis seulement taxée d'avoir la haine de moi. Le concept de « haine de soi » fut utilisé dans les années 1930 pour les juifs qui avaient intériorisé l'antisémitisme ambiant et avaient fini par détester leur moi juif, certains allant jusqu'au suicide. J'en suis naturellement bien loin. Mais autant je me sens juive, autant je constate qu'Israël et le génocide des juifs ne constituent pas des marqueurs identitaires fondant ma judéité. J'appelle à l'apaisement de la souffrance pour qu'elle puisse être vécue positivement. Pour cette même raison, il me semble qu'il est temps de passer de la mémoire à l'histoire et que la transmission de ce moment indissociable de l'histoire des juifs, aussi tragique soit-il, ne s'effectuera, à la disparition des survivants, que par l'histoire elle-même qui aura neutralisé l'émotion inhérente aux mémoires incandescentes et en assurera la pérennité.

Que reste-t-il de l'expulsion des juifs d'Espagne, un des plus grands traumatismes du Moyen Âge, les témoins ayant disparu depuis longtemps, sinon ce que narre l'histoire de laquelle cette rupture fait partie ? En lui ôtant l'intensité de l'affect, l'histoire libère les jeunes générations du poids tragique de l'événement, ce qui ne signifie pas oubli total, mais appel à la vie, à la continuité, à la créativité pour bâtir un judaïsme en constant renouvellement.

Si le judaïsme français montre bien moins de signes de vitalité que celui des États-Unis, cela est dû aussi à ce qu'il est à l'image d'une France plutôt conformiste, centralisée, rétive à la diversité. Un seul exemple : le courant réformé, deux cents ans après sa création en Allemagne, est encore sous-représenté en France, contrairement aux États-Unis où il a sauvé le judaïsme malgré un taux très élevé de mariages exogames, en y incorporant aussi bien les homosexuels, les lesbiennes

que les juifs en voie d'assimilation. Certes, Israël et l'Holocauste occupent une place prépondérante dans le cœur des juifs américains, mais ceux-ci n'en tirent pas toute leur vigueur. Si tout cela est lié à la démographie, à la composition et à l'histoire du judaïsme américain, il n'en reste pas moins qu'il forme une entité en soi, avec son indépendance, ses chaires d'études juives dans les universités, ses bricolages religieux et son dynamisme créateur et effectif.

La recomposition d'un judaïsme diasporique en France, fidèle à Israël, mais autonome est une urgence. Et seul un tel judaïsme est capable de répandre des valeurs porteuses et de produire des intellectuels responsables du monde. Où sont les héritiers de ces juifs qui s'étaient engagés dans le socialisme, le marxisme, l'anarchisme, au XIX^e siècle pour changer le monde et par là même la condition juive ? Où sont les musiciens juifs à l'image des frères Gershwin écrivant *Porgy and Bess* sur la vie des Afro-américains ? Où sont les émules de ces juifs américains qui, encore dans les années 1960, épaulaient ces derniers dans leurs luttes pour l'obtention des droits civiques ? Si la rupture de la Seconde Guerre mondiale en Europe a fait perdre aux juifs confiance dans leurs pays, le repli actuel du judaïsme est symptomatique de la crise qu'il traverse à force d'avoir le regard tourné vers Israël et de s'interdire de faire le deuil du génocide.

Récemment encore, lors de l'assassinat sous la torture d'un jeune juif du nom d'Ilan Halimi, on en a fait l'expérience. Il est fort probable que ce jeune a été enlevé parce que juif et donc supposé « riche », alors même qu'il s'agissait d'un simple employé sans ressources. Le reste, on ne le saura qu'à la fin de l'enquête. À l'annonce de l'assassinat, les instances communautaires, échaudées par les fausses alertes du passé, ne se sont pas avancées. Mais lors du fameux dîner annuel du CRIF, qui suivit cette annonce, des responsables gouvernementaux évoquent le mobile antisémite, sans attendre les conclusions encore lointaines des enquêteurs. Le président du CRIF enchaîne. L'émotion atteint son comble dans la rue.

Dans un article publié le 25 février 2006 dans *Le Monde*, j'appelle alors au calme et surtout à ne pas communautariser ce crime odieux. Je suis assailli de dizaines de courriels. Il est vrai que dans ces situations on ne comptabilise que le négatif et qu'on sous-estime les mots de soutien venus de ceux que l'hystérie inquiète et trouble. Dans les médias, je m'autocensure dans une sorte de gêne quasi physique, tant les esprits sont remontés. Impossible de placer une parole raisonnée. Les plus alarmistes annoncent même la fin des juifs en France.

Suit une manifestation d'envergure où les juifs se trouvent isolés des autres citoyens, à force d'avoir communautarisé l'enjeu. Signe supplémentaire de ce repli qui risque à la longue de rendre les juifs de France étrangers à leur pays et de les couper plus encore de la communauté nationale. L'extrême-droite, sous la houlette de Philippe de Villiers, rejoint le cortège, autre symptôme de la droitisation d'un

groupe qui votait dans le passé plutôt pour la gauche. Aujourd'hui, l'islamophobie de l'extrême-droite la rend acceptable. L'expulsion de l'intéressé par quelques membres du CRIF leur valut en revanche la désapprobation de sa direction. Quelques jours plus tard, un Français « de souche » subit à peu près le même sort que le jeune Halimi, puis, dans la foulée, un Arabo-musulman est assassiné à Oullins probablement pour motif raciste. Aucun de ces meurtres ne se justifie et il n'est pas inutile de cerner les causes de cette violence récurrente qui se fait jour dans la société française ces derniers temps. Mais ces deux-là ne feront pas descendre grand monde dans la rue.

Le long et difficile combat du « vivre-ensemble »

En 2004, en pleine Intifada, nous organisons en Sorbonne, Jean-Christophe Artias et moi-même, une journée de rencontre intitulée « Juifs et musulmans : une histoire partagée et un dialogue à construire ». L'objectif était de mettre autour de la même table des intellectuels, des journalistes, des associatifs qui ne communiquaient que par invectives et de les faire dialoguer, tout en montrant ce qui avait permis aux uns et aux autres de vivre ensemble dans un passé pas encore si lointain et comment cela, malgré la gravité des conflits, avait encore une chance de se reproduire. Dans le climat d'antisémitisme et de haine anti-arabe du moment, cette journée revêtait des allures de défi. Celui-ci fut relevé en présence de plus de mille personnes, jeunes et moins jeunes réunis dans le grand amphithéâtre. Et le relais fut ensuite repris par d'autres dans un esprit comparable. Sans irénisme ni angélisme aucun, on peut dire que cette journée citoyenne avait amorcé une sorte de relatif décongestionnement de la tension. Elle fut très bien accueillie par le public et même par les médias, qui y accoururent nombreux. Les actes en sont parus cette année⁴.

Encouragés par le succès de cette journée, nous nous sommes attelés pendant deux années à la préparation d'une semaine qui s'intitulerait « Le Pari(s) du Vivre ensemble »⁵. Tables rondes, conférences, débats, concerts de musiques métissées, projection de films, interventions en lycée, de nombreuses rencontres étaient programmés. La Ville de Paris, des organismes d'État, des institutions privées, des médias, différentes associations, des politiciens de bonne volonté et de toutes tendances concoururent au succès de son déroulement, du 19 au 26 mars 2006, malgré les manifestations contre le CPE et le climat tendu qui prévalait au même moment.

En revanche, tout au long de la phase de préparation, nous nous sommes heurtés à beaucoup d'arrogance et d'indifférence du côté des institutions juives, de leurs médias et de leurs intellectuels organiques. Fort heureusement, il y eut aussi de réconfortantes exceptions. Reste qu'une institution comme la Fondation pour la





mémoire de la Shoah refusa d'octroyer une subvention parce que la composition des tables rondes ne lui convenait pas et que ses responsables auraient sans doute préféré la fixer eux-mêmes⁶.

Le vivre-ensemble ne paraît pas à tous un objectif prioritaire. Vivre ensemble, mais avec qui ? Sûrement pas avec les Arabo-musulmans et les Noirs. Et pourquoi faire, puisque le vivre-ensemble génère à la longue l'assimilation ? En fait, le postulat implicite est qu'il revient à « eux » de vivre avec « nous », mais pas à « nous » de vivre avec « eux ». Ce qui dénote un manque assez remarquable de stratégie à moyen terme et une absence complète de réalisme, et démontre l'amateurisme avec lequel est dirigée la communauté juive à ses différents échelons. Cet état d'esprit ne peut par ailleurs qu'être renforcé par l'écoute bienveillante dont bénéficie le leadership juif auprès des politiques, une écoute bienveillante qu'il juge probablement assurée pour toujours.

Le « Pari(s) du Vivre ensemble » débutait le 19 mars 2006, quelques jours après la parution de mon article sur Ilan Halimi. En guise de représailles, nombre d'intervenants institutionnels juifs, qui avaient finalement accepté d'être de l'aventure, se désistèrent le vendredi 17 mars, sachant que la manifestation débutait le dimanche. Ce mouvement de retrait, sans doute concerté, et destiné à faire échouer notre initiative, ne fut pas unanime. Et quelques juifs, plus courageux ou plus indépendants que les autres, furent effectivement présents à la tribune. Les salles étaient bondées, des centaines de personnes de toutes origines, de toutes confessions et de toutes tendances y étaient accourues pendant plusieurs jours. Ce fut un vrai rendez-vous citoyen pluriel et pas seulement parisien. Ces journées avaient libéré la parole et créé des espaces pour la faire circuler. Plus de 8 000 inscrits les avaient plébiscitées, sans compter les innombrables courriers de soutien. Les médias dans leur grande majorité ne manquèrent pas non plus le rendez-vous. Enfin, tout n'était pas perdu, il y avait encore l'espoir, même mince, de ne pas se haïr sans répit.

Impénitente, je récidivai dans la « provocation » le 5 juin 2006 en écrivant un article avec François Burgat pour demander la levée du boycott financier de l'Europe et d'Israël contre le peuple palestinien qu'on était en train d'affamer. J'avais péché d'abord en signant avec ce chercheur, directeur de recherche au CNRS, accusé de sympathie pour les islamistes. En fait, je ne l'ai rencontré qu'après la parution de cet article. Lorsqu'il m'a proposé de l'écrire ensemble, nous nous sommes mis d'accord sur un certain nombre de points, sans que j'aie à approuver le reste de ses écrits. Mon deuxième péché avait été de demander la levée du boycott quand le Hamas, élu démocratiquement, était au pouvoir. Je ne vois pourquoi j'aurai de la sympathie pour le terrorisme, mais cela ne m'empêchait pas de demander qu'on cesse de punir un peuple de son vote sans se demander pourquoi il avait ainsi



voté. La guerre qui fait rage ces jours-ci n'y changera sans doute rien. L'offensive israélienne à Gaza et au Liban est probablement condamnée à l'enlisement. Et le jour venu, il faudra bien négocier avec tous les protagonistes du conflit, y compris le Hamas et le Hezbollah. Lesquels se trouveront eux aussi dans l'obligation de se « normaliser », une telle normalisation incluant le renoncement au terrorisme et la reconnaissance d'Israël.

Mon article rédigé avec F. Burgat me valut d'être classée « communautariste, anti-laïque, à la rescousse de l'intégrisme » dans *Marianne*, par la plume de Martine Gozlan, connue pour ses positions irraisonnées sur l'islam. Me voilà donc communautariste, sans savoir à quelle communauté j'appartiens. Probablement à celle des hommes et des femmes pour qui la dignité et la liberté ne sont pas négociables, quitte à parfois se tromper, et qui résistent comme ils peuvent aux humeurs du temps.

notes

1 — Voir Flavius Josèphe, *La Guerre des Juifs*, traduction de Pierre Savinel, avec une introduction de Pierre Vidal-Naquet, « Flavius Josèphe ou Du bon usage de la trahison », rééd., Minuit, Paris, 1997.

2 — Désormais disponible en poche, Hachette, coll. « Pluriel », Paris, 2002.

3 — *La Trahison des clercs*, rééd., Grasset, Paris, 1975.

4 — Esther Benbassa et Jean-Christophe Attias (éd.), *Juifs et musulmans : une histoire partagée, un dialogue à construire*, La Découverte, Paris, 2006.

5 — Voir le site www.parisduvivreensemble.org

6 — Tels furent les mots employés par Anne-Marie Revcolevschi, directrice de la Fondation, dans un courriel reçu le 7 mars 2006 : « L'ensemble des interventions prévues dans certaines de ces tables rondes nous a, en effet, semblé porter davantage l'accent, dans ce projet du vivre ensemble que nous appelons tous de nos vœux, sur ce qui sépare que sur ce qui rassemble ».